

## **Note de présentation non technique**

En élaborant son Règlement local de publicité, la ville de Creil a souhaité réglementer l'ensemble de la publicité extérieure (publicités, enseignes et pré-enseignes) afin d'assurer la préservation de son patrimoine bâti et naturel dans le but de valoriser ses paysages et le cadre de vie de ses concitoyens.

Le règlement local de publicité de Creil s'est fixé par délibération du 24 juin 2019, les objectifs suivants :

- Garantir un cadre de vie de qualité pour les habitants, les visiteurs et les commerçants ;
- Développer l'attractivité des secteurs d'activités et commerçants de la ville ;
- Limiter l'impact des dispositifs publicitaires sur le cadre de vie en protégeant le patrimoine naturel et bâti ;
- Traiter les entrées de ville pour mieux maîtriser la publicité et les enseignes ;
- Adopter des règles d'extinction nocturne ;
- Adopter des dispositions plus respectueuses du cadre de vie ;
- Adapter les règles nationales aux caractéristiques du territoire de la ville ;
- Prendre en compte l'évolution des techniques d'affichage et de marketing publicitaire et anticiper l'évolution de la ville.

L'ensemble de ces objectifs a pour vocation de permettre la construction d'un projet équilibré et conciliant les principes de conciliation entre liberté d'expression et liberté de commerce et d'industrie avec ceux de la protection du cadre de vie et des paysages.

Afin de remplir ces objectifs, la commune de Creil a retenu les orientations suivantes :

**Orientation 1** : Limiter le format et la densité des dispositifs publicitaires sur l'ensemble du territoire pour valoriser le patrimoine local naturel et bâti et les entrées de ville ;

**Orientation 2** : Valoriser, notamment dans le périmètre de l'action cœur de ville et les polarités commerciales de quartier, l'installation d'enseignes parallèles et perpendiculaires de qualité encadrant leur nombre, leur saillie et leur implantation et leur aspect ;

**Orientation 3** : Interdire l'installation de certaines enseignes particulièrement impactantes pour les paysages comme, les enseignes sur toiture ou terrasse en tenant lieu, les enseignes sur balcon, sur auvent ou marquise, etc. ;

**Orientation 4 :** Limiter les dispositifs lumineux (publicités, enseignes et préenseignes) y compris les dispositifs numériques ;

**Orientation 5 :** Réglementer strictement les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol en les limitant en encadrant en nombre, en format et/ou en hauteur ;

**Orientation 6 :** Encadrer les enseignes sur clôture en nombre et en surface ;

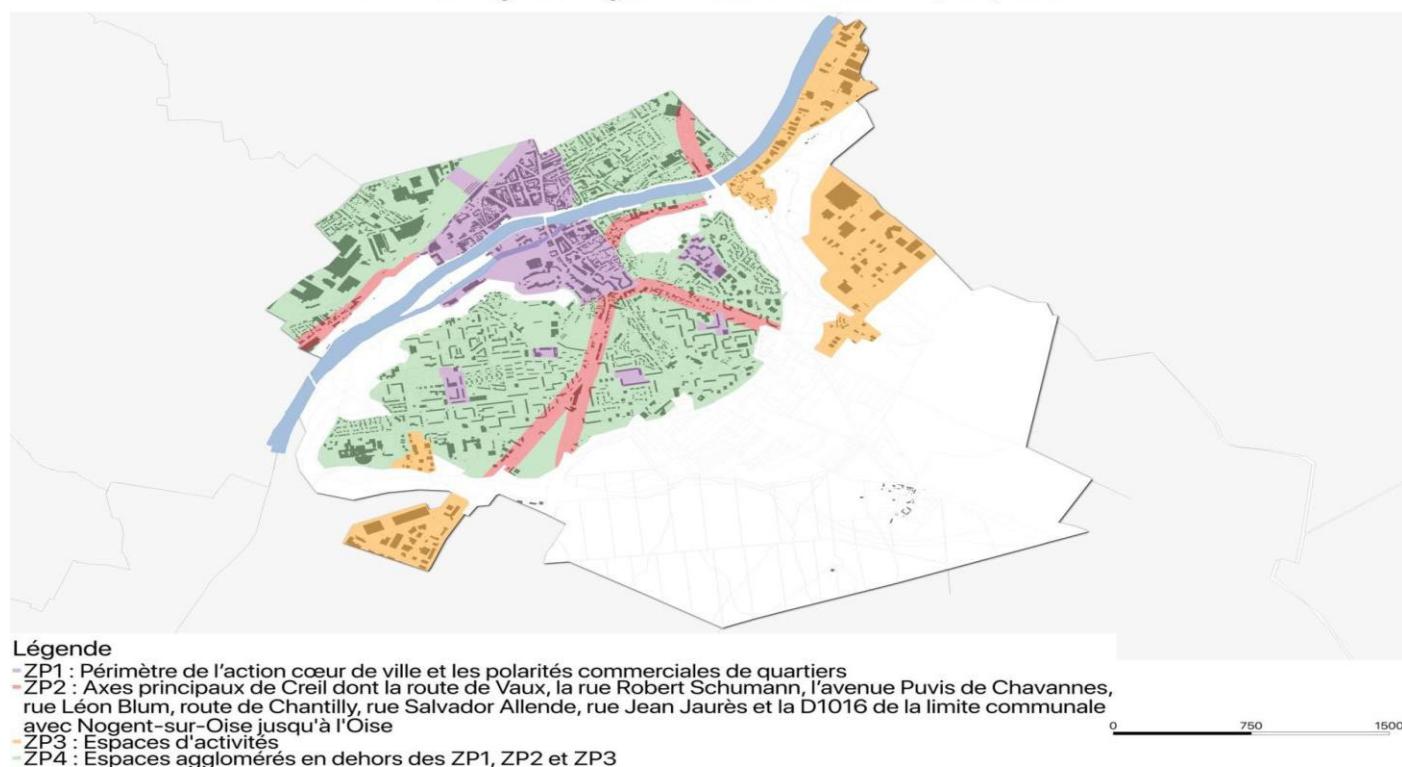
**Orientation 7 :** Renforcer la réglementation sur les enseignes temporaires.

Les caractéristiques principales du projet sont :

En matière de zonage, le choix a été fait de mettre en place un zonage simple et en cohérence avec les caractéristiques et problématiques du territoire de Creil. Ainsi, les zones de publicités sont définies de la manière suivante :

- La zone de publicité n° 1 (ZP1) couvre le périmètre de l'action cœur de ville et les polarités commerciales de quartiers ;
- La zone de publicité n° 2 (ZP2) couvre les axes principaux de Creil
- La zone de publicité n° 3 (ZP3) couvre les espaces d'activités de la commune ;
- La zone de publicité n°4 (ZP4) couvre les espaces agglomérés du territoire en dehors de la ZP1, ZP2 et ZP3.

Plan de zonage du Règlement Local de Publicité (RLP) de Creil



## **1. En matière de publicités et de pré-enseignes**

Dans la zone de publicité n°1 (périmètre de l'action cœur de ville et les polarités commerciales de quartiers) et dans la zone de publicité n°4 (les espaces agglomérés en dehors de la ZP1 à ZP3) la ville a souhaité autoriser de manière limitative la publicité. Il est donc autorisé uniquement la publicité apposée sur mobilier urbain sur l'ensemble de la ZP1 et de la ZP4 dans la limite de 2m<sup>2</sup> et 3m de hauteur au sol. De plus, les publicités lumineuses apposées sur les abris destinés au public doivent être éteintes entre 22h30 et 5h.

Dans la zone de publicité n°2 (axes principaux) et dans la zone de publicité n°3 (zones d'activités), la ville a interdit les publicités et préenseignes sur toiture ou terrasse en tenant lieu et les publicités et préenseignes sur clôture

Pour limiter l'impact de ces supports, la commune a privilégié l'instauration de la règle de densité suivante :

- En ZP2 : une seule publicité autorisée par unité foncière dont le linéaire est d'au moins 20 mètres (en deçà de 20 mètres linéaires la publicité est interdite) ;
- En ZP3 : une seule publicité autorisée par unité foncière sans tenir compte du linéaire

Cette interdiction s'appuie sur la faible présence de ces publicités et préenseignes sur le territoire et leur caractère particulièrement impactant.

Par ailleurs, la publicité numérique est autorisée (y compris sur mobilier urbain) dans un format limité à 6m<sup>2</sup> et 6m de hauteur au sol. Enfin, toutes les publicités lumineuses y compris celles apposées sur le mobilier urbain sont soumises à la règle d'extinction nocturne.

Cette réglementation vise à respecter un équilibre entre la préservation du cadre de vie et la liberté de commerce et d'industrie.

## **2. En matière d'enseignes**

Pour garantir à l'ensemble du territoire communal une égalité de traitement des enseignes et un cadre de vie protégé, les enseignes ne seront pas autorisées sur les arbres ou les plantations, sur les garde-corps de balcon ou balconnet, sur les auvents ou marquises, sur les toitures ou terrasses, sur les poteaux. Les enseignes numériques ne seront autorisés que pour signaler un service d'urgence, une pharmacie ou une station-essence. Les enseignes lumineuses installées à l'intérieur des vitrines, limitées à 1 seule par activité et 2m<sup>2</sup> maximum, sont soumises à la plage d'extinction nocturne entre 22h30 et 6h.

Ces règles permettent de privilégier une meilleure intégration des enseignes et une protection du patrimoine bâti sur l'ensemble de la commune.

Dans la zone de publicité n°1 (périmètre de l'action cœur de ville et les polarités commerciales de quartiers), les enseignes réalisées en lettres ou signes découpés, ou peintes installées en façade ne doivent pas dépasser le niveau du plancher du 1er étage dans les limites latérales de la devanture de l'activité. Les enseignes perpendiculaires doivent être alignées à l'enseigne parallèle.

Enfin, les enseignes installées sur les baies (vitrophanies) sont autorisées uniquement s'il s'agit d'un lettrage (les images sont interdites). Elles sont également limitées en format à 1m<sup>2</sup> unitaire, sans excéder 1/10ème de la surface de la façade commerciale. Les enseignes sur store-banne sont autorisées uniquement sur le lambrequin.

L'objectif de ces règles est de ne pas dénaturer l'architecture des bâtiments sur lesquels les enseignes sont apposées et valoriser ce secteur à forte dominance patrimoniale. La collectivité souhaite donc privilégier des enseignes qualitatives sur son territoire.

Les enseignes de plus d'un mètre carré scellées au sol ou installées directement sur le sol sont interdites. Les enseignes inférieures ou égales à un mètre carré scellées au sol ou installées directement sur le sol sont quant à elles autorisées mais limitées à une par voie bordant l'activité et 1,2 mètre de hauteur au sol. Ces enseignes n'étant pas encadrées dans le Code de l'environnement, la commune a souhaité mettre en place des règles supplémentaires. Les enseignes sur clôture sont interdites.

Enfin, les enseignes installées sur les baies (vitrophanies) sont autorisées uniquement s'il s'agit d'un lettrage (les images sont interdites). Elles sont également limitées en format à 1m<sup>2</sup> unitaire, sans excéder 1/10ème

de la surface de la façade commerciale. Les enseignes sur store-banne sont autorisées uniquement sur le lambrequin.

L'objectif de ces règles est de ne pas dénaturer l'architecture des bâtiments sur lesquels les enseignes sont apposées et valoriser ce secteur à forte dominance patrimoniale.

Dans les autres zones de publicité (ZP2, ZP3 et ZP4), l'enseigne parallèle au mur ne doit pas dépasser le niveau du plancher du 1er étage dans les limites latérales de la devanture de l'activité, ses dimensions sont réglementées

Les enseignes perpendiculaires doivent être alignées à l'enseigne parallèle.

Par ailleurs, les règles concernant les enseignes installées sur les baies (vitrophanies) et les enseignes sur store-banne sont identiques à celles de la ZP1.

Les enseignes inférieures ou égales à un mètre carré scellées au sol ou installées directement sur le sol sont autorisées dans les ZP2, ZP3 et ZP4 dans les mêmes conditions qu'en ZP1.

Dans les ZP2 et ZP3, les enseignes de plus d'un mètre carré scellées au sol ou installées directement sur le sol sont autorisées dans la limite de 6m<sup>2</sup> et 6m de hauteur au sol. En ZP4 et hors agglomération, ces enseignes sont interdites.

Les enseignes sur clôture sont autorisées uniquement si l'activité n'est pas visible depuis la voie publique dans la limite de 2m<sup>2</sup> et d'une seule par voie bordant l'activité.

Dans la zone de publicité n°4 (espaces agglomérés en dehors de la ZP1 à ZP3), les enseignes sur clôture sont autorisées uniquement si l'activité n'est pas visible depuis la voie publique dans la limite de 1m<sup>2</sup> et d'une seule par voie bordant l'activité.

Les enseignes temporaires sont soumises aux mêmes règles que les enseignes permanentes, à l'exception des enseignes temporaires de plus de 3 mois signalant des travaux publics ou des opérations immobilières. Leur surface est limitée à 8m<sup>2</sup> et la hauteur au sol à 6m.

L'ensemble de ces règles a été établi de manière cohérente en fonction des besoins des acteurs économiques et des enjeux de chacune des zones afin de concilier la valorisation du cadre de vie de la commune et les besoins de visibilité des acteurs économiques locaux.

### **3. Conclusion**

La population, les commerçants, les entreprises ainsi que les personnes publiques ont été associées à l'élaboration du projet et ont pu exprimer leurs observations et propositions permettant ainsi de faire évoluer le projet désormais abouti et prêt à être soumis à enquête publique, dans le respect de la procédure fixée par le Code de l'Environnement.